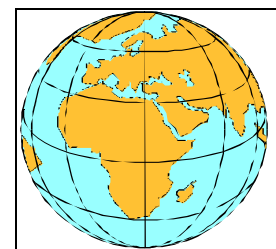




Rue Hector Blondiau, 22 7070 Mignault (Belgium)



**EUROPE**

FR. **Brasseur Jean-Paul** 32 (0) 499 35 85 72

FR, EN, IT **Marilena Di Stasi** (0) 486 26 40 72

DE, FR, EN **Meyer Joseph** 32(0) 475 55 13 94

NL, EN, FR **Nollen Paul** 32 (0)3 651 75 28

[www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org)

**« Libérer le travail en le détaxant et financer notre sécurité sociale  
par une taxe sur la consommation, uniquement sur les produits  
qui le plus souvent, sont fabriqués par la machine »**

# LE VIVANT-EUROPE

## électronique

N° 52 (février 2008)

**BRUXELLES, CAPITALE DE L'EUROPE**



**« Elargir Bruxelles avec les wallons et flamands du Brabant. » ....**

**« Elargir les frontières de Bruxelles jusqu'à Diest et Nivelles''**

**Voilà ce que propose Roland Duchâtelet**

"Si l'on veut vraiment faire de Bruxelles la capitale de l'Europe, nous devons oser élargir les frontières de Bruxelles jusqu'aux frontières du Brabant flamand et du Brabant Wallon et créer une

agglomération avec une direction centrale", indique lundi 7 janvier 2008 Roland Duchâtelet, président du parti Vivant, dans Het Belang van Limburg et Gazet van Antwerpen.

Le président du parti VIVANT s'exclame ainsi à haute voix dans l'église flamande. Pour les partis flamands, Bruxelles ne doit pas s'étendre et le cercle électoral Bruxelles-Halle-Vilvoorde doit être divisé afin de combattre la francisation future du Brabant flamand.

Roland Duchâtelet trouve cette position légitime et indique que si les partis flamands continuent à maintenir ce point de vue, ils devront alors prévoir une suppression des facilités.

Le revers de la médaille de cette position est que Bruxelles ne disposera plus de l'espace nécessaire pour devenir la véritable capitale de l'Europe et que les avantages socio-économiques liés à sa situation seraient perdus.

"Il faut choisir, entre l'une au l'autre de ces deux options » estime M. Duchâtelet.

Le sénateur de Vivant, partenaire de cartel de l'Open VLD, est le deuxième homme politique à revoir ses positions en peu de temps.

Vendredi, Philippe Moureaux (PS) avait estimé qu'il était temps de parler d'une réforme de l'Etat et avait même évoqué le terme "confédéralisme". (mot tabou)

## GAZET VAN ANTWERPEN

### « Donnez à Bruxelles de l'espace »

#### En résumé.

Roland Duchâtelet indique qu'il ne faut plus considérer Bruxelles comme uniquement capitale de la Belgique. Il faut penser au-delà des frontières, c.à.d. donner à Bruxelles des opportunités d'avenir dans la construction européenne.

Le modèle européen ne pourra maintenir une sécurité sociale forte combinée à une économie de marché libre face aux géants que constituent la Chine ou l'Inde, que si l'Union augmente son dynamisme économique.

C'est pourquoi, il faut une capitale à l'Europe. Pour l'instant, parmi les 3 villes importantes européennes (Strasbourg, Luxembourg et Bruxelles), Bruxelles est considérée comme capitale, mais ne l'est pas officiellement. Mais cela ne doit pas être un obstacle au développement lui permettant, si elle le désire réellement, de devenir la capitale officielle de l'Europe. »

« Aujourd'hui, l'OTAN et la l'Union Européenne y sont installés. On y compte aussi beaucoup d'organisations et de sociétés internationales occupant de nombreux fonctionnaires bien rémunérés, 10.000 diplomates accrédités et de 30.000 lobbyistes. L'immigration y est importante.

Mais la ville de Bruxelles est trop petite pour accueillir tout cela. En effet, Bruxelles-Ville avec ses 33 km carrés compte 145.000 habitants. Quant à la région bruxelloise, elle compte 19 communes et environ 1 million d'habitants pour une superficie de 162 km carrés, ce qui est ridiculement petit à comparer avec une métropole. »

« J'imagine alors un élargissement de Bruxelles aux provinces du Brabant flamand et wallon, ce qui donnerait une superficie de 3200 km carrés pour 2,4 millions d'habitants.

En déployant Bruxelles comme région urbaine à part entière avec une administration centrale, on résoudrait plus facilement les problèmes en matière d'aménagement du territoire, de la mobilité et de la sécurité, mais aussi ceux liés à l'administration et aux finances. »

« Actuellement, il faut délibérer avec les 19 communes, avec la région bruxelloise, avec le gouvernement flamand et le gouvernement régional wallon, avec le gouvernement de la communauté française et avec le gouvernement fédéral, ce qui est cause de beaucoup de lenteurs.

Le problème linguistique serait aussi résolu, car dans les limites du vieux Brabant, il y a autant de flamands que de francophones. Les langues officielles seraient le néerlandais, le français, l'allemand et l'anglais comme langue internationale. Le problème de B-H-V se résoudrait automatiquement et le district électoral n'aurait plus à être divisé ».

« Pour moi, il est bon que les flamands tiennent au principe de territorialité. C'est légitime. Mais cela n'implique pas que Bruxelles ne puisse se développer comme capitale européenne avec tout l'intérêt économique qui accompagne ce nouveau statut »

« Après un an de discussions politiques à partir desquelles la population s'est faite une opinion, un referendum pourrait être envisagé. Mais ce dernier n'a pas beaucoup d'intérêt lorsqu'il s'applique comme ici, à des idées nouvelles, car les gens sont très conservateurs. Le politique pourrait également prendre la décision, d'une réforme dans ce sens par ex. dans le cadre de la réforme de l'Etat. »

« Cette proposition pour Bruxelles a été délibérée au sein du parti VIVANT et non avec le cartel l'Open-VLD. Mais nous essayons maintenant de persuader le VLD du bien fondé de cette voie. Cette dernière est partagée par beaucoup de citoyens et de politiciens, mais personne n'ose le dire à haute voix car un tabou repose sur Bruxelles. »

« Aussi, nous voulons ouvrir le dialogue. Je suis pour une réforme drastique de l'Etat avec plus de compétences pour les régions, y compris les compétences fiscales. Cela développerait la concurrence entre des niveaux administratifs différents, le travail serait de meilleure qualité, il y aurait moins de fonctionnaires et les choses seraient moins chères. »

## **HET BELANG VAN LIMBURG**

### **En résumé**

Yves Leterme : « Les six mois en tant que formateur ont été nécessaires pour persuader tout le monde qu'une réforme de l'Etat était utile et nécessaire. »

Dans une interview dans le VIF, Philippe Moureaux plaide également pour une réforme radicale de l'Etat et parle même de confédéralisme. Il demande que la Flandre reste solidaire avec la Belgique francophone et rappelle qu'il faut atteindre une majorité des trois quarts pour une nouvelle réforme des institutions.

La réforme de l'Etat doit aussi prendre en compte la scission de B-H-V. et dans ce cadre, les francophones remettront l'élargissement de Bruxelles sur la table. Roland Duchâtelet y est attentif, non pas politiquement mais pour des raisons économiques.

Bruxelles pourrait, comme toutes les métropoles, développer un espace vital pour devenir la capitale de l'Europe. Cela apporterait un avantage économique très intéressant.

Philippe Moureaux lève un tabou chez les francophones (confédéralisme) et Roland Duchâtelet blasphème à haute voix dans l'église flamande. Tous les deux prennent ainsi le devant de la scène afin de cibler davantage le domaine économique au détriment de l'approche émotionnelle de la réforme de l'Etat.

Ce n'est pas parce que les Flamands obtiennent plus de compétences, qu'ils empêcheront la Belgique et la solidarité d'exister, et ce n'est pas parce que Bruxelles ne se déploie pas et que B-H-V se divise que les francophones ne viendront plus dans le Brabant flamand. Simplement, ils ne pourront plus voter pour des politiciens francophones.

Mercredi, le Groupe des Douze doit préparer la réforme de l'Etat qui, espérons, soit pleine de sens et réaliste.